

Résilience alimentaire : clarifier les usages

E Lallemand, S. Levionnois, A. Grimonpont, P. Chatzimpiros, C. Delfosse

Introduction

Employée dans de nombreuses disciplines, la résilience traduit la capacité d'un système à faire face à une perturbation. Toutefois, la diversité des phénomènes, des champs, des discours et des échelles qui lui sont associés en empêche une définition univoque. En étudiant l'emploi de ce terme dans différentes disciplines, Martin-Breen et Anderies (2011) ont montré le caractère indéterminé de la résilience et la nécessité de la contextualiser. Celle-ci dépend

- (i) des attentes, fonctions et objectifs projetés (*résilience pour quoi ?*),
- (ii) du système considéré ou de certains éléments au sein de ce système (*résilience de quoi ?*),
- (iii) des perturbations et des échelles de temps envisagées (*résilience à quoi ?*).

La notion de résilience a été mobilisée dans l'étude des systèmes socio-écologiques (Mathevet et Bousquet, 2014), puis des systèmes alimentaires afin de caractériser leurs vulnérabilités face aux perturbations exogènes ou endogènes contemporaines (Hodbod et Lakin, 2015; Tendall et al., 2015). Dans un rapport dédié, la FAO propose la définition suivante de la résilience appliquée à un système alimentaire: « *la capacité au cours du temps des systèmes alimentaires, face à n'importe quelle perturbation, à assurer de manière soutenable la disponibilité et l'accès de tous à une alimentation suffisante, saine et nutritive, et à permettre aux acteurs de ces systèmes alimentaires de maintenir leurs propres moyens de subsistance* » (FAO, 2021).

Cependant, le travail de contextualisation visant à intégrer la notion de résilience dans le champ des systèmes alimentaires reste à consolider. En particulier, les questions de cadrage évoquées plus haut sont peu explicitées, au risque d'aboutir à une notion vague et porteuse de contradictions. A ces considérations théoriques s'ajoute la mobilisation en pratique de la résilience alimentaire par des acteurs variés, dans des contextes et des discours qui le sont tout autant, renforçant la polysémie et les contradictions autour de cette formule.

Nous cherchons dans cet article à illustrer les différentes dimensions que peut prendre la résilience lorsqu'elle est appliquée aux systèmes alimentaires, à mettre en lumière certaines contradictions que cela soulève, et à mieux cerner les intérêts et les limites associés à la mobilisation de cette notion dans les champs académique et politique. Les questions de contextualisation - *résilience pour quoi ? de quoi ? à quoi ?* - nous serviront de fil conducteur.

1. Résilience pour quoi ? Des objectifs arbitraires

D'un point de vue théorique, la résilience appliquée aux systèmes socio-écologiques est un concept neutre. Elle qualifie la « *capacité à absorber les perturbations [...] et à se réorganiser de façon à maintenir ses fonctions et sa structure* » (Mathevet et Bousquet, 2014). Mais la définition de ces fonctions est en réalité arbitraire et dépend des attentes et objectifs assignés à un système donné. Dans le cas des systèmes alimentaires, les fonctions attendues peuvent ainsi intégrer différents critères: création d'activité économique et de valeur marchande, conditions de vie des travailleurs, disponibilité en produits alimentaires, accessibilité économique, qualité nutritionnelle, préservation des ressources naturelles, etc.

Dans le cadre du modèle agro-industriel, l'organisation des systèmes alimentaires répond en grande partie à une fonction de profitabilité économique (Touzard et Fournier, 2014). Ce modèle fait preuve de résilience en perdurant depuis des décennies en dépit de perturbations variées. La dimension internationale des chaînes d'approvisionnement permet par exemple d'absorber des chocs localisés (calamité agricole, conflit); le recours intensif aux ressources énergétiques et aux technologies se

traduit par une importante capacité d'adaptation; la concentration des grands groupes industriels et commerciaux leur donne un pouvoir de canalisation des critiques, voire de récupération marketing de ces dernières (Michel et al., 2020). Ces comportements de stabilité et de flexibilité sont des marqueurs typiques de résilience des systèmes socio-écologiques (Béné et al., 2012).

Inversement, si l'on considère un objectif de sécurité alimentaire, les systèmes alimentaires modernes sont peu résilients. L'insécurité alimentaire touche 2,4 milliards de personnes dans le monde et plus de 13% de la population mondiale est en situation d'obésité (FAO et al., 2021). De plus, des perturbations systémiques comme la hausse rapide des prix alimentaires sur les marchés internationaux ou la récente pandémie de Covid-19 aggravent l'insécurité alimentaire mondiale et ne conduisent pas à des transformations structurelles des systèmes alimentaires.

Les systèmes alimentaires à dominante agro-industrielle font ainsi preuve de résilience du point de vue de leur structure et de leur fonction de profitabilité économique, et de non résilience du point de vue de l'objectif de sécurité alimentaire. L'application de la notion de résilience aux systèmes alimentaires est limitée par ce genre de contradiction.

2. Résilience de quoi? Le système ou ses composantes

La pandémie de Covid-19 a fortement perturbé les systèmes alimentaires. En France, les chaînes d'approvisionnement en nourriture ont été mises sous tension, avec des pénuries locales, mais sans rupture d'approvisionnement majeure. Ce comportement des chaînes d'approvisionnement peut objectivement être qualifié de résilient et certains discours institutionnels s'en sont fait l'écho. Dans le même temps, l'insécurité alimentaire s'est aggravée, avec, en France, une hausse des besoins en aide alimentaire de 20 à 30% (Ministère de la Solidarité et de la Santé, 2021). Un résultat qui conduit cette fois à juger comme peu résilient le comportement du système alimentaire face à cette perturbation. Une contradiction peut donc émerger dès lors que l'on extrapole au système alimentaire dans son ensemble le comportement résilient ou non de différentes composantes de ce dernier. Si l'analyse sous l'angle de la sécurité alimentaire est claire (celle-ci s'est dégradée, malgré le maintien de la disponibilité en nourriture), l'approche par la résilience est plus ambiguë et peut donner lieu à des conclusions opposées lorsque la distinction entre un système et ses éléments n'est pas clairement faite.

De manière générale, il n'y a pas de relation univoque entre la capacité d'un système alimentaire à garantir la sécurité alimentaire malgré les perturbations et la résilience de ses différentes composantes. La résilience d'un élément particulier peut au contraire conduire à une dégradation de la sécurité alimentaire: par exemple le maintien de productions agricoles fortement consommatrices d'eau dans un contexte de raréfaction de la ressource. L'application indifférenciée de la notion de résilience à une entreprise ou à une filière agroalimentaire d'une part, et au système alimentaire dans son ensemble d'autre part, masque ce genre d'antagonismes.

3. Résilience à quoi? stress ou chocs

La résilience alimentaire recouvre des formes différentes selon la temporalité des perturbations considérées. Celles-ci peuvent montrer des dynamiques variées, des plus brutales aux plus graduelles, des plus chaotiques aux plus régulières. D'un côté, les perturbations brutales (*shocks*) peuvent mettre soudainement sous tension certains maillons du système alimentaire (production agricole, usines de transformation, transport, pouvoir d'achat des ménages) et conduire à des situations de crise. Les événements climatiques extrêmes ou les défaillances au sein des systèmes connexes, comme les systèmes électriques, de transport ou numériques, illustrent ce type de perturbations brutales. Ici la résilience est associée aux stratégies de prévention et de gestion des risques. L'objectif est d'être en mesure de réagir rapidement en cas de crise afin de *résister* à la perturbation. Les situations de crise majeure - dont la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine

constituent des exemples récents emblématiques - sont ainsi propices à un tel emploi de la notion de résilience alimentaire.

De l'autre côté, les perturbations graduelles (*stresses*) exercent une pression diffuse, moins perceptible, évoluant inégalement dans le temps et l'espace. Elles provoquent des dégradations de fond à même de toucher les différents maillons des systèmes alimentaires, d'en altérer le fonctionnement et de les rendre plus vulnérables en cas de crise. Les modifications progressives des conditions pédoclimatiques et des écosystèmes consécutives aux dérèglements environnementaux d'origine anthropique concernent ce genre de perturbations. Les discours mobilisant cette dimension de la résilience dans le champ politique s'inscrivent davantage dans une rhétorique de l'adaptation sur le long terme. L'objectif est de transformer les systèmes alimentaires afin de les rendre moins vulnérables aux perturbations en cours.

La distinction entre perturbations brutales et graduelles n'est pas binaire. Certains événements se déroulent en effet sur des temporalités relativement longues mais peuvent toutefois donner lieu à des changements induisant des situations de crise: pandémie, hausse abrupte des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. La prise en compte des stress et des chocs revient à articuler prévention et gestion des risques et développement durable. D'un point de vue théorique, les trois dimensions de la résilience sont sollicitées (Béné *et al.*, 2012): capacité à absorber la perturbation, capacité à s'adapter, capacité à se transformer. D'un point de vue pratique, il s'agit de réponses complémentaires qui peuvent se déployer en parallèle dans des programmes opérationnels à différentes échelles: une entreprise agricole ou agroalimentaire, un ménage, une petite ville, un pays, etc. Le rapport de la FAO "*Making agrifood systems more resilient to shocks and stresses*" témoigne d'une prise en compte de cette double dimension de la résilience alimentaire par les spécialistes (FAO, 2021).

4. Les intérêts de la notion de résilience alimentaire

Malgré les difficultés en termes de cadrage, la notion de résilience alimentaire présente plusieurs intérêts. En premier lieu, l'entrée par la résilience permet de caractériser les vulnérabilités d'un système alimentaire et les perturbations pouvant l'affecter. Cette démarche est utile pour mettre en évidence à la fois les fragilités actuelles (par exemple les groupes sociaux en situation d'insécurité alimentaire) et les risques et menaces compromettant sa durabilité.

L'angle de la résilience incite par ailleurs à adopter une perspective systémique (Béné *et al.*, 2012). En considérant l'ensemble des fonctions et objectifs associés du système alimentaire, ses maillons, leurs interactions et leurs vulnérabilités propres à diverses perturbations, notre compréhension d'ensemble s'en trouve renforcée. L'analyse par la résilience permet de considérer des dimensions parfois sous-investies (Les Greniers d'Abondance, 2020): approvisionnement des systèmes agricoles en intrants, activités de transformation et de logistique, recyclage des nutriments, énergie, etc. La traduction opérationnelle de cette perspective systémique consiste en un découplage des champs d'action, notamment en termes de politiques publiques.

Enfin, l'approche par la résilience revêt un côté mobilisateur, en jouant sur la perception des enjeux et en favorisant une vision transformatrice. L'entrée par les vulnérabilités d'un système alimentaire (résilience alimentaire) se distingue de celle portant sur les impacts négatifs du modèle agro-industriel dominant (durabilité des systèmes alimentaires). Bien que les idées et stratégies développées dans ces deux approches convergent généralement, la première pourrait favoriser un sentiment d'inquiétude et d'urgence à agir plutôt qu'un sentiment de culpabilité propice au déni. Ajoutons que l'aspect séduisant de la résilience alimentaire peut jouer un rôle fédérateur en rassemblant des organisations aux champs d'action et agendas politiques parfois éloignés autour d'un objectif commun perçu positivement: faire face aux perturbations en cours et à venir pour satisfaire ses besoins fondamentaux.

5. Une notion aux limites significatives

Outre les limites et contradictions détaillées dans les premières parties, certaines critiques adressées au concept de résilience s'appliquent à la résilience alimentaire. Premièrement, l'approche systémique associée à la résilience complexifie les analyses (Béné *et al.*, 2012). Étudier l'ensemble des maillons d'un système alimentaire et les interactions avec d'autres systèmes peut s'avérer ardu, décourager les acteurs et gêner la hiérarchisation des priorités. Par ses multiples dimensions et son côté abstrait, la résilience alimentaire se prête difficilement à l'évaluation objective, du fait de critères et d'indicateurs nombreux et contextuels (Vonthron *et al.*, 2016).

Le concept de résilience est aveugle à certaines dimensions, notamment liées à l'équité sociale ou à la durabilité (Béné *et al.*, 2012). L'impératif de résilience alimentaire, lorsqu'il est peu contextualisé, peut masquer les défaillances actuelles du système alimentaire, les conflits d'intérêts ou mécanismes de verrouillage s'opposant au changement. Plus généralement, la rhétorique de l'adaptation associée à la résilience peut masquer la nécessité d'agir dès maintenant sur les causes des perturbations en cours et à venir. Le côté fédérateur de la résilience et son rapport aux affects peuvent être exploités à des fins personnelles ou politiques contraires au bien commun.

Enfin, le prisme de la résilience peut modifier la perception des responsabilités par une sur-responsabilisation des individus et de la société civile, à qui serait transférée la charge de surmonter les désastres (Quenault, 2013). Ces récits apolitiques et responsabilisant tendraient à neutraliser les perspectives de transformation sociétale. Le fait que les discours et les dynamiques en faveur d'une meilleure résilience alimentaire soient aujourd'hui en France largement centrés sur l'échelle territoriale pourrait à terme être un exemple de cet écueil s'ils ne débouchent pas sur une remise en question plus générale des « règles du jeu » (conventions économiques, législations nationale et européenne, traités commerciaux, etc.) qui déterminent le fonctionnement des systèmes alimentaires.

Conclusion

Les questions de contextualisation associées à l'emploi de la notion de résilience - *résilience pour quoi? résilience de quoi? résilience à quoi?* – illustrent le caractère équivoque du concept, y compris lorsqu'il est appliqué aux systèmes alimentaires. La résilience repose sur une définition arbitraire des objectifs et du périmètre considérés et dépend du type de perturbation (brutale ou graduelle). Cette multiplicité permet à la notion d'être mobilisée dans de nombreux discours, au prix parfois de certaines contradictions.

D'un point de vue conceptuel, les apports de la résilience apparaissent limités. La notion de résilience est largement intégrée dans la formalisation la plus récente du concept de sécurité alimentaire (HLPE, 2020). Cette dernière est en effet atteinte lorsque la nourriture est disponible et accessible en toutes circonstances, aussi bien sur le court terme (stabilité) que sur le long terme (durabilité). Inversement, définir la résilience d'un système alimentaire sur la base d'un objectif de sécurité alimentaire pose question. Cet usage normatif sort la résilience de la neutralité qui était habituellement la sienne dans le domaine des systèmes socio-écologiques, et nous prive d'un concept utile pour caractériser la persistance du modèle agro-industriel.

Du point de vue de l'emploi narratif de la notion, la connotation positive associée, le flou qu'elle entretient sur la nécessité d'une transformation de fond des structures économiques et politiques, l'absence fréquente de précision quant à son périmètre d'application et à la distribution des responsabilités qui en découle, sont autant d'hypothèses pour expliquer l'attrait exercé par la résilience alimentaire chez des acteurs aux intérêts *a priori* éloignés. Si une telle diffusion du terme peut avoir des effets positifs en termes de mobilisation des acteurs et d'appropriation des enjeux, elle peut également favoriser une lecture dépolitisée ou dispersive des systèmes alimentaires et des

problématiques associées.

S'il semble utile de s'accorder sur une définition technique de la résilience alimentaire dans un cadre académique ou institutionnel, un tel exercice s'avère vain dès lors que l'on considère la mobilisation narrative de cette notion dans le champ socio-politique. Comme l'illustrent le dévoiement et la réappropriation politique de nombreux concepts (république, développement durable, progrès, croissance, etc.), le sens des mots découle davantage de leur usage que leur usage ne dépend de leur définition formelle. Il semble par conséquent raisonnable de ne pas chercher outre mesure à normaliser la notion de résilience alimentaire mais plutôt d'interroger les discours s'y référant pour les situer idéologiquement et politiquement et y déceler les implicites et contradictions éventuelles.

[1] On retrouve par exemple la formule dans un projet de résolution débattu au Sénat en 2019, dans l'intitulé d'une délégation de fonction à la métropole de Bordeaux, dans l'association dénommée Conseil National de la Résilience Alimentaire, ainsi que dans plusieurs discours sur la pandémie de Covid 2019 ou l'invasion russe en Ukraine.

Remerciements

Les auteurs remercient pour leur relecture et leurs conseils Manon Dardonville, Fabien Esculier, Noé Guiraud, Andrea Lulovičová et Corentin Pinsard. Ce travail a bénéficié de l'aide de l'État gérée par l'ANR au titre du PIA portant la référence ANR-17-CONV-0004 attribué à l'École Urbaine de Lyon, ainsi que du soutien financier de l'ADEME dans le cadre du programme TEES, convention n° 2003C0027.

Bibliographie

- Béné C., Wood R.G., Newsham A., Davies M., 2012, "Resilience: new utopia or new tyranny? Reflection about the potentials and limits of the concept of resilience in relation to vulnerability reduction programmes", *IDS Working Papers*, n° 2012, p. 1-61.
- FAO, 2021, *The State of Food and Agriculture 2021. Making agrifood systems more resilient to shocks and stresses*, Rome, FAO.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2021, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021. Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all*, Rome, FAO.
- HLPE, 2020, *Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*, Rome, FAO.
- Hodbod J., Eakin H., 2015, "Adapting a social-ecological resilience framework for food systems", *The Journal of Environmental Studies and Sciences*, n°5, p. 474-484.
- Les Greniers d'Abondance, 2020, *Vers la résilience alimentaire*, Gap, Éditions Yves Michel.
- Mathevet R., Bousquet F., 2014, *Résilience et environnement: penser les changements socio-écologiques*, Paris, Buchet-Chastel Éditions.
- Martin-Breen P., Anderies J.M., 2011, "Resilience: A Literature Review", Bellagio Initiative, Brighton: IDS, pp 1-64.
- Michel L., Fouilleux E., Bricas N., 2020, «Politiser pour ne rien changer? L'alimentation entre critiques et canalisation de la critique », dans: *Quand l'alimentation se fait politique(s)*, Fouilleux, E. & Michel, L., Rennes, PUR.
- Ministère de la Solidarité et de la Santé, 2021, «Plan d'actions pour la transformation de l'aide alimentaire et la lutte contre la précarité alimentaire», *Direction générale de la*

cohésion sociale.

- Quenault B., 2013, «Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique», *EchoGéo*, n° 24.
- Tendall D.M., Joerin J., Kopainsky B., Edwards P., Shreck A., Le Q.B., Kruetli P., Grant M., Six J., 2015, "Food system resilience: Defining the concept", *Global Food Security*, n°6, p. 17-23.
- Touzard J.-M., Fournier S., 2014, «La complexité des systèmes alimentaires: un atout pour la sécurité alimentaire?», *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° 14:1.
- Vonthron S., Dury S., Fallot A., Alpha A., Bousquet F., 2016, «L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire: regards croisés », *Cahiers Agricultures*, n° 25.